

Darfour : la Chine doit se détacher du Soudan

Par Michaël CHETRIT et Mahor CHICHE*

Le Figaro, 7 novembre 2007

En visite en Chine, le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, s'est réjoui de l'implication de Pékin dans les dossiers du Darfour, et de déclarer : « *Nous les accusions d'être du côté du général Béchir (le dictateur soudanais), mais ça n'a pas été tellement difficile de les en détacher et d'en faire une force positive.* »

Mais à quelle « *force positive* » de la Chine au Darfour M. Kouchner peut-il bien faire allusion ?

S'agit-il de l'appui de la Chine aux discussions prévues en Libye entre la dictature soudanaise et quelques factions rebelles minoritaires, qui paraissent, de l'aveu même des protagonistes, vouées à l'échec ?

S'agit-il d'exprimer notre reconnaissance vis-à-vis de la Chine pour ne pas avoir mis son veto à l'adoption de la résolution 1769 du Conseil de sécurité du 31 juillet dernier, une des vingt résolutions déjà prises sur la crise au Darfour et soeur jumelle de la résolution 1706 adoptée un an auparavant ?

Depuis le début de la crise du Darfour, launte soudanaise est passée maîtresse dans l'art d'éviter les sanctions, ce qui lui a permis de continuer de procéder aux exactions en toute impunité, avec le soutien, précisément, d'un allié de poids, la Chine. En à peine dix ans, la Chine est devenue le premier partenaire économique du Soudan. Elle achète désormais 71 % des exportations soudanaises, très loin devant le Japon (12 %) et l'Arabie saoudite (2.8 %). Cela permet en retour au Soudan de lui acheter des armes, que l'on retrouve entre les mains des miliciens à la solde de Khartoum au Darfour, les janjawid.

L'implantation économique de la Chine au Soudan n'est d'ailleurs pas fortuite. Elle est la conséquence de l'abandon du Sud-Soudan par les pays occidentaux, suite à une guerre pour le pétrole qui a fait près de deux millions de morts parmi les populations chrétiennes et animistes.

Dès lors, il faut se rendre à l'évidence, nos pays démocratiques n'ont quasiment plus aucun moyen de pression économique direct sur le Soudan. Il ne reste donc plus qu'une voie : convaincre la Chine, qui est représentée au groupe de contact élargi sur le Darfour, d'abandonner la dictature soudanaise. La chute de launte devrait suivre car le Soudan est l'un des pays du monde les plus proches de la faillite, selon le classement 2007 des instituts Foreign Policy et Fund for Peace. Elle permettra l'organisation des premières élections libres au Soudan depuis le coup d'État du Front islamique national en 1989.

Nos pays démocratiques ont des arguments de poids pour convaincre la Chine : Les États-Unis, le Japon, l'Allemagne et la France représentent en effet à eux seuls 40 % des exportations chinoises totales. Le groupe de contact élargi sur le Darfour se doit de faire comprendre à la Chine que, si celle-ci veut pouvoir bénéficier de relations commerciales internationales indispensables à son développement, elle doit cesser de soutenir le régime soudanais, responsable de la mort de deux millions et demi de personnes en vingt ans.

* Respectivement Secrétaire national et Président de l'association Sauver Le Darfour, SLD www.sauverledarfour.org